

**SOUS-COMITE DES QUESTIONS INSTITUTIONNELLES,  
PROCEDURALES ET JURIDIQUES**

**L'OMC ET LES AUTRES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES**

**Note du secrétariat**

Conformément au mandat que lui a donné le Comité préparatoire, le Sous-Comité des questions institutionnelles, procédurales et juridiques doit, entre autres choses, élaborer des recommandations concernant les arrangements appropriés pour ce qui est des relations avec d'autres organisations visées à l'article V de l'Accord sur l'OMC.

Pour pouvoir s'acquitter plus facilement de cette tâche, le Sous-Comité, à sa réunion du 13 juin 1994, a demandé au secrétariat d'établir une liste des organisations intergouvernementales mentionnées dans les textes de l'Acte final du Cycle d'Uruguay, avec les dispositions desdits textes qui donnaient des paramètres pour la coopération avec ces organisations, ainsi que des autres organisations intergouvernementales dont les travaux pourraient présenter un intérêt pour l'OMC.

Le secrétariat a élaboré la présente note pour donner suite à cette demande. La section I contient la liste des organisations intergouvernementales mentionnées dans les textes de l'Acte final avec les dispositions desdits textes qui donnent des paramètres pour la coopération avec ces organisations. Les principales fonctions et activités de ces organisations sont décrites dans la section II. D'autres organisations intergouvernementales, qui ne sont pas mentionnées dans les textes de l'Acte final et dont les travaux pourraient présenter un intérêt pour l'OMC, sont énumérées dans la section III avec un résumé de leurs principales fonctions et activités. La liste de la section III n'est en aucune façon exhaustive et elle n'inclut que les organisations à caractère mondial et à participation illimitée.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
I. Organisations intergouvernementales mentionnées dans les textes de l'Acte final, avec les dispositions desdits textes qui donnent des paramètres pour la coopération avec ces organisations . . . . .	4
a) Organisation des Nations Unies (ONU) . . . . .	4
b) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) . . . . .	4
c) Commission du Codex Alimentarius (CA) . . . . .	4
d) Office international des épizooties (OIE) . . . . .	5
e) Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux . . . . .	5
f) Conseil international du blé . . . . .	6
g) Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)/Fonds monétaire international (FMI) . . . .	6
h) Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) . . . . .	7
i) Fonds monétaire international (FMI) . . . . .	8
j) Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) . . . .	9
k) Organisation internationale de normalisation (ISO) . . . . .	10
l) Organisation internationale de normalisation (ISO)/Commission électrotechnique internationale (CEI) . . . . .	10
m) Conseil de coopération douanière (CCD) . . . . .	11
n) Union internationale des télécommunications (UIT) . . . . .	13
o) Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) . . .	13
II. Principales fonctions et activités des organisations mentionnées dans les textes de l'Acte final . . . . .	13
a) Organisation des Nations Unies (ONU) . . . . .	13
b) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) . . . . .	14
c) Commission du Codex Alimentarius (CA) . . . . .	14
d) Office international des épizooties (OIE) . . . . .	14
e) Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux . . . . .	15
f) Conseil international du blé . . . . .	15
g) Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) . . . . .	15
h) Fonds monétaire international (FMI) . . . . .	15
i) Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) . . . .	15
j) Organisation internationale de normalisation (ISO) . . . . .	16
k) Commission électrotechnique internationale (CEI) . . . . .	16
l) Conseil de coopération douanière (CCD) . . . . .	16
m) Union internationale des télécommunications (UIT) . . . . .	17
n) Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) . . .	17

	<u>Page</u>
III. Autres organisations intergouvernementales dont les travaux pourraient présenter un intérêt pour l'OMC, leurs principales fonctions et activités . .	17
a) Organes apparentés et institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies . . . . .	17
i) Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) . . . . .	17
ii) Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	18
iii) Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) . . . . .	18
iv) Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) . . . . .	19
v) Organisation mondiale de la santé (OMS) . . . . .	19
vi) Organisation internationale du travail (OIT) . . . . .	19
vii) Organisation maritime internationale (OMI) . . . . .	20
viii) Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) . . .	20
b) Centre du commerce international (CNUCED/GATT) . . . . .	20
c) Autres organisations intergouvernementales dont les travaux pourraient présenter un intérêt pour des domaines particuliers des activités de l'OMC . . . . .	21
i) Commerce des services . . . . .	21
ii) Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) . . . . .	21
d) Autres organisations intergouvernementales . . . . .	22

I. Organisations intergouvernementales mentionnées dans les textes de l'Acte final, avec les dispositions desdits textes qui donnent des paramètres pour la coopération avec ces organisations<sup>1</sup>

a) Organisation des Nations Unies (ONU)

1. Le présent accord sera enregistré conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies (Accord sur l'OMC, article XVI:6).

2. Le Conseil général prendra les dispositions appropriées à des fins de consultation et de coopération avec l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées du système des Nations Unies, ainsi qu'avec d'autres organisations intergouvernementales s'occupant des services (AGCS, article XXVI).

b) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Les Membres fournissant une aide alimentaire internationale feront en sorte que les transactions relevant de l'aide alimentaire internationale, y compris l'aide alimentaire bilatérale qui est monétisée, s'effectuent conformément aux "Principes de la FAO en matière d'écoulement des excédents et obligations consultatives", y compris, le cas échéant, le système des importations commerciales habituelles (Accord sur l'agriculture, article 10.4 b)).<sup>2</sup>

c) Commission du Codex Alimentarius (CA)<sup>3</sup>

1. Les Membres participeront pleinement, dans les limites de leurs ressources, aux activités des organisations internationales compétentes et de leurs organes subsidiaires, en particulier la Commission du Codex Alimentarius, afin de promouvoir, dans ces organisations, l'élaboration et l'examen périodique de normes, directives et recommandations en ce qui concerne tous les aspects des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, article 3.4).

2. Le Comité entretiendra des relations étroites avec les organisations internationales compétentes dans le domaine de la protection sanitaire et phytosanitaire, en particulier avec la Commission du Codex Alimentarius, afin d'obtenir les meilleurs avis scientifiques et techniques disponibles pour l'administration du présent accord et d'éviter toute duplication inutile des efforts (Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, article 12.3).

3. Afin d'éviter une duplication inutile, le Comité pourra décider, selon qu'il sera approprié, d'utiliser les renseignements obtenus dans le cadre des procédures, de notification en particulier, qui sont en vigueur dans les organisations internationales compétentes (Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, article 12.5).

---

<sup>1</sup>L'Organisation internationale de normalisation (ISO) et la Commission électrotechnique internationale (CEI), bien qu'étant des organisations internationales non gouvernementales, figurent dans la présente section parce qu'elles sont mentionnées dans les textes de l'Acte final.

<sup>2</sup>Bien que la FAO ne soit pas mentionnée en tant que telle dans cette disposition, les "Principes en matière d'écoulement des excédents" sont administrés par un sous-comité de la FAO, qui fait rapport au Comité des produits de la FAO.

<sup>3</sup>La Commission a été établie en 1962 pour mettre en oeuvre le Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires. Le secrétariat du Codex est assuré par la FAO et l'OMS.

4. Pour l'innocuité des produits alimentaires, les normes, directives et recommandations établies par la Commission du Codex Alimentarius en ce qui concerne les additifs alimentaires, les résidus de médicaments vétérinaires et de pesticides, les contaminants, les méthodes d'analyse et d'échantillonnage, ainsi que les codes et les directives en matière d'hygiène [seront utilisées comme normes de référence dans le cadre de l'accord] (Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, Annexe A, paragraphe 3 a)).

d) Office international des épizooties (OIE)

1. Les Membres participeront pleinement, dans la limite de leurs ressources, aux activités des organisations internationales compétentes et de leurs organes subsidiaires, en particulier l'Office international des épizooties, afin de promouvoir, dans ces organisations, l'élaboration et l'examen périodique de normes, directives et recommandations en ce qui concerne tous les aspects des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, article 3.4).

2. Le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires entretiendra des relations étroites avec les organisations internationales compétentes dans le domaine de la protection sanitaire et phytosanitaire, en particulier avec l'Office international des épizooties, afin d'obtenir les meilleurs avis scientifiques et techniques disponibles pour l'administration du présent accord et d'éviter toute duplication inutile des efforts (Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, article 12.3).

3. Afin d'éviter une duplication inutile, le Comité pourra décider, selon qu'il sera approprié, d'utiliser les renseignements obtenus dans le cadre des procédures, de notification en particulier, qui sont en vigueur dans les organisations internationales compétentes (Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, article 12.5).

4. Pour la santé des animaux et les zoonoses, les normes, directives et recommandations élaborées sous les auspices de l'Office international des épizooties [seront utilisées comme normes de référence dans le cadre de l'accord] (Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, Annexe A, paragraphe 3 b)).

e) Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux

1. Les Membres participeront pleinement, dans la limite de leurs ressources, aux activités des organisations internationales compétentes et de leurs organes subsidiaires, en particulier les organisations internationales et régionales opérant dans le cadre de la Convention internationale pour la protection des végétaux, afin de promouvoir, dans ces organisations, l'élaboration et l'examen périodique de normes, directives et recommandations en ce qui concerne tous les aspects des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, article 3.4).

2. Le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires entretiendra des relations étroites avec les organisations internationales compétentes dans le domaine de la protection sanitaire et phytosanitaire, en particulier avec le Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux, afin d'obtenir les meilleurs avis scientifiques et techniques disponibles pour l'administration du présent accord et d'éviter toute duplication inutile des efforts (Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, article 12.3).

3. Afin d'éviter une duplication inutile, le Comité pourra décider, selon qu'il sera approprié, d'utiliser les renseignements obtenus dans le cadre des procédures, de notification en particulier, qui sont en vigueur dans les organisations internationales compétentes (Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, article 12.5).

4. Pour la préservation des végétaux, les normes, directives et recommandations internationales élaborées sous les auspices du Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux en coopération avec les organisations régionales opérant dans le cadre de ladite Convention [seront utilisées comme normes de référence dans le cadre de l'accord] (Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, Annexe A, paragraphe 3 c)).

f) Conseil international du blé

1. Les Membres fournissant une aide alimentaire internationale feront en sorte que cette aide soit fournie dans la mesure du possible intégralement à titre de dons ou à des conditions non moins favorables que celles qui sont prévues à l'article IV de la Convention de 1986 relative à l'aide alimentaire (Accord sur l'agriculture, article 10.4 c)).<sup>4</sup>

2. Les *Ministres conviennent*:

- i) d'examiner le niveau de l'aide alimentaire établi périodiquement par le Comité de l'aide alimentaire en vertu de la Convention de 1986 relative à l'aide alimentaire et d'engager des négociations dans l'enceinte appropriée pour établir un niveau d'engagements en matière d'aide alimentaire qui soit suffisant pour répondre aux besoins légitimes des pays en développement pendant la mise en oeuvre du programme de réforme;
- ii) d'adopter des lignes directrices pour faire en sorte qu'une part croissante des produits alimentaires de base soit fournie aux pays les moins avancés et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, intégralement à titre de don et/ou à des conditions favorables appropriées, conformément à l'article IV de la Convention de 1986 relative à l'aide alimentaire (Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, alinéas i) et ii) du paragraphe 3).

g) Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)/  
Fonds monétaire international (FMI)

Elaboration cohérente des politiques économiques au niveau mondial

1. En vue de rendre plus cohérente l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial, l'OMC coopérera, selon qu'il sera approprié, avec le Fonds monétaire international et avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et ses institutions affiliées (Accord sur l'OMC, article III:5).

2. Une coopération réussie dans un domaine de la politique économique contribue aux progrès dans les autres. Une plus grande stabilité des taux de change, grâce à davantage d'ordre dans les conditions économiques et financières fondamentales, devrait contribuer à l'expansion du commerce, à la croissance et au développement durables et à la correction des déséquilibres extérieurs. Il faut également assurer en temps utile un flux adéquat de ressources financières et de ressources destinées à l'investissement réel à des conditions libérales et autres et redoubler d'efforts en vue de régler les problèmes d'endettement pour aider à garantir la croissance et le développement économiques. La libéralisation du commerce est un élément de plus en plus important pour le succès des programmes

---

<sup>4</sup>Bien que le Conseil international du blé ne soit pas mentionné en tant que tel dans cette disposition et la suivante, la Convention relative à l'aide alimentaire est administrée par le Conseil international du blé dans le cadre de l'Accord international sur le blé de 1986.

d'ajustement que nombre de pays entreprennent et qui supposent souvent, pendant la transition, des coûts sociaux importants. A cet égard, les Ministres prennent note du rôle de la Banque mondiale et du FMI dans l'aide à l'ajustement à la libéralisation du commerce, y compris l'aide aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires qui doivent supporter des dépenses à court terme à cause des réformes du commerce des produits agricoles (Déclaration sur la contribution de l'OMC à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial, paragraphe 2).

3. Etant donné les liens qui existent entre les différents aspects de la politique économique, il est nécessaire que les institutions internationales compétentes dans chacun de ces domaines suivent des politiques cohérentes qui se renforcent mutuellement. En conséquence, l'OMC devrait poursuivre et développer sa coopération avec les organisations internationales compétentes dans les domaines monétaire et financier, tout en respectant le mandat, les prescriptions en matière de confidentialité et l'autonomie nécessaire des procédures de prise de décisions de chaque institution, en évitant d'imposer aux gouvernements une conditionnalité croisée ou des conditions additionnelles. Les Ministres invitent le Directeur général de l'OMC à examiner, avec le Directeur général du Fonds monétaire international et le Président de la Banque mondiale, les implications des compétences de l'OMC pour la coopération de celle-ci avec les institutions de Bretton Woods, ainsi que les formes que cette coopération pourrait revêtir, en vue d'arriver à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial (Déclaration sur la contribution de l'OMC à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial, paragraphe 5).

#### Financement des importations de produits alimentaires

4. Les *Ministres reconnaissent* que, par suite du Cycle d'Uruguay, certains pays en développement risquent d'avoir à court terme des difficultés à financer des niveaux normaux d'importations commerciales et que ces pays pourraient être admis à tirer sur les ressources d'institutions financières internationales, disponibles au titre des facilités existantes ou de facilités qui pourraient être créées, dans le contexte de programmes d'ajustement, pour faire face à ces difficultés de financement. A cet égard, les Ministres prennent note du paragraphe 37 du rapport du Directeur général des PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 sur ses consultations avec le Directeur général du Fonds monétaire international et le Président de la Banque mondiale (Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, paragraphe 5).

#### h) Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)

Les Membres reconnaissent qu'une infrastructure de télécommunication efficace et perfectionnée dans les pays, en particulier dans les pays en développement, est essentielle à l'expansion de leur commerce des services. A cette fin, les Membres approuvent et encouragent la participation, dans toute la mesure où cela sera réalisable, des pays développés et en développement et de leurs fournisseurs de réseaux et de services publics de transport des télécommunications et autres entités aux programmes de développement des organisations internationales et régionales, dont la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (AGCS, Annexe sur les télécommunications, paragraphe 6 a)).

i) Fonds monétaire international (FMI)Arrangements prévus à l'article XV<sup>5</sup>

1. Aux termes du paragraphe 2 de l'article XV, l'OMC est tenue d'entrer en consultations avec le Fonds sur les points énoncés dans ce paragraphe. Dès que le programme de consultations pour l'année est établi et que le Conseil en a pris note, le Directeur général envoie au Fonds une communication pour l'inviter à procéder avec l'OMC à des consultations relatives à chacune des consultations du GATT. Dans chaque cas, la consultation OMC-FMI a lieu au Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements avant la consultation de l'OMC (paragraphe 8 des procédures de 1970 applicables pour les consultations sur la balance des paiements visées au paragraphe 5 du Mémoire d'accord sur les dispositions relatives à la balance des paiements).

2. La documentation fournie par le Fonds dans le cadre de sa consultation avec l'OMC est distribuée aux membres du Comité le plus tôt possible après que le Secrétariat l'a reçue. Un exemplaire en est éventuellement fourni sur demande à tout autre Membre (paragraphe 9 des procédures de 1970 applicables pour les consultations sur la balance des paiements visées au paragraphe 5 du Mémoire d'accord sur les dispositions relatives à la balance des paiements).

3. *Prenant acte* de la relation étroite entre les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 et le Fonds monétaire international, et des dispositions du GATT de 1947 régissant cette relation, en particulier l'article XV du GATT de 1947,

*Reconnaissant* que les participants souhaitent fonder la relation de l'Organisation mondiale du commerce avec le Fonds monétaire international, pour ce qui est des domaines couverts par les Accords commerciaux multilatéraux figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC, sur les dispositions qui ont régi la relation des PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 avec le Fonds monétaire international,

[Les Ministres] *réaffirment* que, sauf disposition contraire de l'Acte final, la relation de l'OMC avec le Fonds monétaire international, pour ce qui est des domaines couverts par les Accords commerciaux multilatéraux figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC, sera fondée sur les dispositions qui ont régi la relation des PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 avec le Fonds monétaire international (Déclaration sur la relation de l'OMC avec le FMI).

---

<sup>5</sup>Les textes des articles XIV et XV du GATT de 1994, bien qu'ils soient pertinents dans le contexte de la présente note, ne sont pas reproduits ici. L'article XV invite l'OMC, entre autres choses, à s'efforcer de collaborer avec le FMI afin de poursuivre une politique coordonnée en ce qui concerne les questions de change et à entrer également en consultations étroites avec le FMI lorsqu'elle examine des problèmes ayant trait aux réserves monétaires, aux balances des paiements ou aux dispositions en matière de change. L'article XIV, relatif aux exceptions à la règle de non-discrimination, précise, entre autres choses, qu'un Membre pourra a) déroger aux dispositions de l'article XIII du GATT concernant l'application non discriminatoire des restrictions quantitatives, dans la mesure où ces dérogations auront un effet équivalent à celui des restrictions aux paiements et transferts relatifs aux transactions internationales courantes que ce Membre est autorisé à appliquer en vertu des articles pertinents des statuts du FMI, ou b) appliquer des restrictions quantitatives ayant un effet équivalent à celui des restrictions de change autorisées en vertu des articles pertinents des statuts. Il est fait mention également du FMI, dans le GATT de 1994, aux articles II:6 a) et b) et VII:4 a) et c), ainsi que dans les notes relatives aux articles VIII:1, XII:4 b), XV:4 et XVI:B figurant à l'Annexe I du GATT de 1994.



Dispositions relatives à la balance des paiements dans le domaine des services

4. Au cas où sa balance des paiements et sa situation financière extérieure posent ou menacent de poser de graves difficultés, un Membre pourra adopter ou maintenir des restrictions au commerce de services pour lesquels il aura contracté des engagements spécifiques, y compris aux paiements ou transferts pour les transactions liées à de tels engagements. Il est reconnu que des pressions particulières s'exerçant sur la balance des paiements d'un Membre en voie de développement économique ou engagé dans un processus de transition économique pourront nécessiter le recours à des restrictions pour assurer, entre autres choses, le maintien d'un niveau de réserves financières suffisant pour l'exécution de son programme de développement économique ou de transition économique.

Les restrictions visées au paragraphe ci-dessus seront compatibles avec les Statuts du Fonds monétaire international (AGCS, article XII:1 et 2 b)).

5. Les Membres appliquant les dispositions du présent article enteront en consultation dans les moindres délais avec le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements au sujet des restrictions adoptées au titre du présent article.

Au cours de ces consultations, toutes les constatations de fait, d'ordre statistique ou autre, qui seront communiquées par le Fonds monétaire international en matière de change, de réserves monétaires et de balance des paiements seront acceptées et les conclusions seront fondées sur l'évaluation par le Fonds de la situation de la balance des paiements et de la situation financière extérieure du Membre appelé en consultation (AGCS, article XII: 5 a) et e)).

6. Si un Membre qui n'est pas membre du Fonds monétaire international souhaite appliquer les dispositions du présent article, la Conférence ministérielle établira une procédure d'examen et toutes autres procédures nécessaires (AGCS, article XII:6).

j) Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)

1. Les Membres [désirent] instaurer un soutien mutuel entre l'OMC et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (ci-après dénommée l'"OMPI") et d'autres organisations internationales compétentes (Accord sur les ADPIC, Préambule).

2. Les obligations découlant des articles 3 et 4 [relatifs au traitement national et au traitement NPF] ne s'appliquent pas aux procédures prévues par les accords multilatéraux conclus sous les auspices de l'OMPI pour l'acquisition ou le maintien de droits de propriété intellectuelle (Accord sur les ADPIC, article 5).

3. Les Membres notifieront les lois et réglementations mentionnées au paragraphe 1 au Conseil des ADPIC pour l'aider dans son examen du fonctionnement du présent accord. Le Conseil tentera de réduire au minimum la charge que l'exécution de cette obligation représentera pour les Membres et pourra décider de supprimer l'obligation de lui notifier directement ces lois et réglementations si des consultations avec l'OMPI au sujet de l'établissement d'un registre commun des lois et réglementations aboutissent. Par ailleurs, le Conseil étudiera à cet égard toute mesure qui pourrait être requise en ce qui concerne les notifications à présenter conformément aux obligations imposées par le présent accord qui découlent des dispositions de l'article 6ter de la Convention de Paris (1967) (Accord sur les ADPIC, article 63.2).

4. Le Conseil des ADPIC suivra le fonctionnement du présent accord et, en particulier, contrôlera si les Membres s'acquittent des obligations qui en résultent, et il ménagera aux Membres la possibilité de procéder à des consultations sur les questions concernant les aspects des droits de propriété

intellectuelle qui touchent au commerce. Il exercera toute autre attribution que les Membres lui auront confiée et, en particulier, fournira toute aide sollicitée par ces derniers dans le contexte des procédures de règlement des différends. Dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil des ADPIC pourra consulter toute source qu'il jugera appropriée et lui demander des renseignements. En consultation avec l'OMPI, le Conseil cherchera à établir, dans l'année qui suivra sa première réunion, des dispositions appropriées en vue d'une coopération avec les organes de cette organisation (Accord sur les ADPIC, article 68).

k) Organisation internationale de normalisation (ISO)

1. Les Membres reconnaissent l'importance des normes internationales pour assurer la compatibilité et l'interopérabilité des réseaux et services de télécommunication à l'échelle mondiale et s'engagent à promouvoir ces normes dans le cadre des travaux des organismes internationaux compétents, dont l'Union internationale des télécommunications (AGCS, Annexe sur les télécommunications, paragraphe 7 a)).

2. Les *Ministres décident* de recommander que le Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce conclue un mémorandum d'accord avec l'Organisation internationale de normalisation ("ISO") pour mettre en place un système d'information en vertu duquel:

- les membres de l'ISONET transmettront au Centre d'information ISO/CEI à Genève les notifications visées aux paragraphes C et J du Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes, qui est reproduit à l'Annexe 3 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, de la manière qui y est indiquée;
- le Centre d'information ISO/CEI transmettra dans les moindres délais au Secrétariat de l'OMC le texte des notifications visées au paragraphe C du Code de pratique;
- le Centre d'information ISO/CEI publiera périodiquement les renseignements reçus dans les notifications qui lui seront adressées conformément aux paragraphes C et J du Code de pratique; cette publication, pour laquelle une redevance raisonnable pourra être perçue, sera diffusée auprès des membres de l'ISONET et, par l'intermédiaire du Secrétariat, aux Membres de l'OMC (Décision sur le mémorandum d'accord proposé concernant un système d'information sur les normes OMC-ISO, Préambule, paragraphes 1, 3 et 4).

l) Organisation internationale de normalisation (ISO)/  
Commission électrotechnique internationale (CEI)

1. Lorsqu'ils sont utilisés dans le présent accord, les termes indiqués dans la sixième édition du Guide ISO/CEI 2: 1911 - Termes généraux et leurs définitions concernant la normalisation et les activités connexes, auront le même sens que celui qui leur est donné dans les définitions dudit guide, compte tenu du fait que les services sont exclus du champ du présent accord [et des termes et définitions indiqués à l'Annexe 1] (Accord sur les obstacles techniques au commerce, Annexe 1).

2. Les organismes à activité normative qui auront accepté ou dénoncé le présent code en adresseront notification au Centre d'information ISO/CEI à Genève. La notification indiquera le nom et l'adresse de l'organisme concerné, ainsi que le champ de ses activités normatives actuelles et prévues. Elle pourra être adressée soit directement au Centre d'information ISO/CEI, soit par l'intermédiaire de l'organisme national membre de l'ISO/CEI, ou, de préférence, de l'organisme national compétent membre de l'ISONET ou de l'institution internationale compétente affiliée à l'ISONET, selon qu'il sera approprié (Accord sur les obstacles techniques au commerce, Annexe 3, paragraphe C).

3. Le programme de travail indiquera pour chaque norme, conformément aux règles de l'ISONET, la classification pertinente de la matière visée, le stade d'élaboration de la norme et les références des normes internationales éventuellement utilisées comme base de cette norme. Au plus tard lors de la publication de son programme de travail, l'organisme à activité normative en notifiera l'existence au Centre d'information ISO/CEI à Genève.

La notification indiquera le nom et l'adresse de l'organisme à activité normative, ainsi que le nom et le numéro de la publication dans laquelle le programme de travail est publié, la période à laquelle le programme de travail s'applique et son prix (si elle n'est pas gratuite) et précisera comment et où elle peut être obtenue. La notification pourra être adressée directement au Centre d'information ISO/CEI ou, de préférence, par l'intermédiaire de l'organisme national compétent membre de l'ISONET ou de l'organisme international compétent affilié à l'ISONET, selon qu'il sera approprié (Accord sur les obstacles techniques au commerce, Annexe 3, paragraphe J).

4. L'organisme national membre de l'ISO/CEI fera tous ses efforts pour devenir membre de l'ISONET ou pour désigner un autre organisme pour en devenir membre, ainsi que pour obtenir le statut de membre le plus élevé possible pour lui ou pour cet autre organisme. Les autres organismes à activité normative feront tous leurs efforts pour s'associer avec l'organisme membre de l'ISONET (Accord sur les obstacles techniques au commerce, Annexe 3, paragraphe K).

5. Les *Ministres décident* que, conformément au paragraphe 1 de l'article 13 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce figurant à l'Annexe 1A de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, le Comité des obstacles techniques au commerce institué en vertu dudit accord, sans préjudice des dispositions relatives aux consultations et au règlement des différends, examinera au moins une fois par an la publication fournie par le Centre d'information ISO/CEI sur les renseignements reçus conformément au Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes reproduit à l'Annexe 3 de l'Accord, afin de ménager aux Membres la possibilité de débattre de toute question se rapportant au fonctionnement de ce code.

Le Secrétariat distribuera aussi dans les moindres délais aux Membres le texte des notifications qui lui auront été adressées par le Centre d'information ISO/CEI (Décision sur l'examen de la publication du Centre d'information ISO/CEI).

m) Conseil de coopération douanière (CCD)

Evaluation en douane

1. Il sera institué un Comité technique de l'évaluation en douane (dénommé dans le présent accord le "Comité technique"), placé sous les auspices du Conseil de coopération douanière (dénommé dans le présent accord le "CCD"), qui exercera les attributions énoncées à l'Annexe II du présent accord et s'acquittera de ses fonctions conformément aux règles de procédure reprises dans ladite Annexe (Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII, article 18.2).

2. Conformément à l'article 18 du présent accord, le Comité technique sera institué sous les auspices du CCD en vue d'assurer, au niveau technique, l'uniformité d'interprétation et d'application du présent accord (Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII, Annexe II, paragraphe 1).

3. Dans ses activités, le Comité technique sera assisté comme il conviendra par le Secrétariat du CCD (Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII, Annexe II, paragraphe 4).

4. Chaque Membre aura le droit d'être représenté au Comité technique. Le Secrétariat de l'OMC pourra également assister aux réunions du Comité en qualité d'observateur (Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII, Annexe II, paragraphe 5).

5. Les membres du CCD qui ne sont pas Membres de l'OMC pourront se faire représenter aux réunions du Comité technique par un délégué et un ou plusieurs suppléants. Ces représentants assisteront aux réunions du Comité technique en qualité d'observateurs (Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII, Annexe II, paragraphe 6).

6. Sous réserve de l'agrément du Président du Comité technique, le Secrétaire général du CCD (dénommé dans la présente Annexe le "Secrétaire général") pourra inviter des représentants de gouvernements qui ne sont ni Membres de l'OMC, ni membres du CCD, ainsi que des représentants d'organisations gouvernementales et professionnelles internationales, à assister aux réunions du Comité technique en qualité d'observateurs (Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII, Annexe II, paragraphe 7).

7. Les noms des délégués, suppléants et conseillers qui auront été désignés pour participer aux réunions du Comité technique seront communiqués au Secrétaire général (Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII, Annexe II, paragraphe 8).

8. Le Président du Comité technique ou la personne qu'il désignera présentera un rapport sur les travaux du Comité technique à chaque réunion du Comité et à chaque réunion du CCD (Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII, Annexe II, paragraphe 23).

#### Règles d'origine

9. Il sera institué un Comité technique des règles d'origine (dénommé dans le présent accord le "Comité technique"), placé sous les auspices du Conseil de coopération douanière (CCD), ainsi qu'il est indiqué à l'Annexe I. Le Secrétariat du CCD assurera le secrétariat du Comité technique (Accord sur les règles d'origine, article 4.2).

10. En vue d'harmoniser les règles d'origine et, notamment, d'assurer plus de certitude dans la conduite du commerce mondial, la Conférence ministérielle exécutera conjointement avec le CCD le programme de travail défini ci-après [à l'article 9] (Accord sur les règles d'origine, article 9.1).

11. Afin que le CCD contribue dans le détail à ces travaux, le Comité des règles d'origine demandera au Comité technique de faire part de ses interprétations et de ses avis résultant des travaux décrits ci-après [à l'article 9.2], sur la base des principes énoncés au paragraphe 1 (Accord sur les règles d'origine, article 9.2 c)).

12. Chaque Membre aura le droit d'être représenté au Comité technique. Le Secrétariat de l'OMC pourra également assister à ces réunions en qualité d'observateur (Accord sur les règles d'origine, Annexe I, paragraphe 4).

13. Les membres du CCD qui ne sont pas Membres de l'OMC pourront se faire représenter aux réunions du Comité technique par un délégué et un ou plusieurs suppléants. Ces représentants assisteront aux réunions du Comité technique en qualité d'observateurs (Accord sur les règles d'origine, Annexe I, paragraphe 5).

14. Sous réserve de l'agrément du Président du Comité technique, le Secrétaire général du CCD (ci-après dénommé "le Secrétaire général") pourra inviter des représentants de gouvernements qui ne sont ni Membres de l'OMC, ni membres du CCD, ainsi que des représentants d'organisations

gouvernementales et professionnelles internationales, à assister aux réunions du Comité technique en qualité d'observateurs (Accord sur les règles d'origine, Annexe I, paragraphe 6).

15. Les noms des délégués, suppléants et conseillers qui auront été désignés pour participer aux réunions du Comité technique seront communiqués au Secrétaire général (Accord sur les règles d'origine, Annexe I, paragraphe 7).

n) Union internationale des télécommunications (UIT)

1. Les Membres reconnaissent qu'une infrastructure de télécommunication efficace et perfectionnée dans les pays, en particulier dans les pays en développement, est essentielle à l'expansion de leur commerce des services. A cette fin, les Membres approuvent et encouragent la participation, dans toute la mesure où cela sera réalisable, des pays développés et en développement et de leurs fournisseurs de réseaux et de services publics de transport des télécommunications et autres entités aux programmes de développement des organisations internationales et régionales, dont l'Union internationale des télécommunications (AGCS, Annexe sur les télécommunications, paragraphe 6 a)).

2. Les Membres reconnaissent l'importance des normes internationales pour assurer la compatibilité et l'interopérabilité des réseaux et services de télécommunication à l'échelle mondiale et s'engagent à promouvoir ces normes dans le cadre des travaux des organismes internationaux compétents, dont l'Union internationale des télécommunications (AGCS, Annexe sur les télécommunications, paragraphe 7 a)).

3. Les Membres reconnaissent le rôle joué par les organisations et accords intergouvernementaux et non gouvernementaux dans le bon fonctionnement des services nationaux et mondiaux de télécommunication, et en particulier celui de l'Union internationale des télécommunications. Les Membres prendront des dispositions appropriées, lorsqu'il y aura lieu, en vue de consultations avec ces organisations sur des questions découlant de la mise en oeuvre de la présente annexe (AGCS, Annexe sur les télécommunications, paragraphe 7 b)).

o) Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Les Membres reconnaissent qu'une infrastructure de télécommunication efficace et perfectionnée dans les pays, en particulier dans les pays en développement, est essentielle à l'expansion de leur commerce des services. A cette fin, les Membres approuvent et encouragent la participation, dans toute la mesure où cela sera réalisable, des pays développés et en développement et de leurs fournisseurs de réseaux et de services publics de transport des télécommunications et autres entités aux programmes de développement des organisations internationales et régionales, dont le Programme des Nations Unies pour le développement (AGCS, Annexe sur les télécommunications, paragraphe 6 a)).

II. Principales fonctions et activités des organisations mentionnées dans les textes de l'Acte final

a) Organisation des Nations Unies (ONU)

Les objectifs de l'ONU sont définis dans le Préambule de la Charte des Nations Unies. En vertu des dispositions de la Charte, l'ONU est chargée de promouvoir entre autres le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social; la solution des problèmes internationaux dans les domaines économique, social, de la santé publique et autres problèmes connexes; la coopération internationale dans les domaines de la culture intellectuelle et de l'éducation; et le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'Assemblée générale et, sous son autorité, le Conseil économique et social, sont chargés de remplir ces fonctions. Le Conseil économique et social fait ou provoque des études et des rapports

sur des questions internationales dans les domaines économique, social, de la culture intellectuelle et de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes. Il adresse des recommandations sur ces questions à l'Assemblée générale, aux Membres de l'Organisation et aux institutions spécialisées intéressées. Il fait aussi des recommandations en vue d'assurer le respect effectif des droits de l'homme. Il prépare, sur des questions de sa compétence, des projets de convention pour les soumettre à l'Assemblée générale et convoque des conférences internationales sur ces questions. Il conclut des accords avec les institutions spécialisées et prend toutes dispositions utiles pour consulter les organisations non gouvernementales. En février 1993, il a créé une Commission du développement durable chargée globalement de suivre l'avancement de la mise en oeuvre du programme Action 21 adopté à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED).

b) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

La FAO, institution spécialisée de l'ONU faisant rapport chaque année au Conseil économique et social, a été créée en 1945 afin d'élever le niveau de nutrition et les conditions de vie des populations des pays membres; d'améliorer le rendement de la production et l'efficacité de la répartition de tous les produits alimentaires et agricoles; d'améliorer la condition des populations rurales; et ainsi de contribuer à l'expansion de l'économie mondiale et de libérer l'humanité de la faim. Elle est dotée de cinq grands comités couvrant ses domaines d'activité, à savoir le Comité des produits, le Comité des pêches, le Comité des forêts, le Comité de l'agriculture et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Le Comité des produits, qui suit l'évolution des problèmes des produits de caractère international, dispose d'un Sous-Comité consultatif de l'écoulement des excédents qui traite des effets sur les marchés commerciaux de l'écoulement des excédents de produits agricoles au titre de l'aide ou à des prix de faveur. La FAO compte de nombreux autres organes intergouvernementaux et groupes d'experts, de caractère aussi bien mondial que régional, traitant de divers aspects de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation.

c) Commission du Codex Alimentarius (CA)

La Commission a été créée en 1962 par les organes directeurs de la FAO et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour mettre en oeuvre le Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires. L'objectif du Programme est de protéger la santé des consommateurs et d'assurer l'adoption de pratiques loyales dans le commerce des produits alimentaires en prenant l'initiative et la conduite du travail de préparation, de mise au point, de publication et de révision des normes alimentaires internationales et en favorisant la coordination de tous les travaux en matière de normes alimentaires entrepris par des organisations internationales. La Commission est ouverte à tous les membres et membres associés de la FAO et de l'OMS. Les normes, codes de pratique, recommandations et lignes directrices élaborés par la Commission, ainsi que des indications sur leur acceptation par les gouvernements, sont publiés dans le Codex Alimentarius. Cet ouvrage est censé favoriser l'harmonisation des prescriptions concernant les produits alimentaires et, partant, faciliter le commerce international. La Commission est dotée d'un certain nombre d'organes intergouvernementaux subsidiaires et de comités s'occupant de questions générales ou de produits particuliers.

d) Office international des épizooties (OIE)

L'OIE a été créé en 1924 pour améliorer la coordination internationale de la lutte contre les maladies épizootiques et pour réunir et diffuser des informations sur les maladies animales contagieuses. Il étudie les maladies animales et leur prévention; informe les pays membres de l'évolution des maladies épizootiques et des moyens de les combattre; harmonise les méthodes de diagnostic et les réglementations zoosanitaires internationales; coordonne l'action internationale en cas de menace d'épizootie et organise les conférences des Commissions régionales, des conférences de spécialistes et des réunions.

e) Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux

La Convention internationale pour la protection des végétaux a été conclue en 1951 dans le cadre de la FAO en vue d'assurer une action commune et efficace dans la lutte contre l'introduction et la propagation des maladies et ennemis des végétaux et produits végétaux et en vue de promouvoir l'adoption, à cet effet, des mesures législatives, techniques et réglementaires qui y sont spécifiées. Les gouvernements s'engagent à agir dans le cadre de la Convention d'une manière qui entrave le moins possible le commerce international. En 1989, la FAO a créé un Secrétariat de la Convention et un Comité international d'experts des mesures phytosanitaires a été établi en 1991.

f) Conseil international du blé

Le Conseil international du blé administre la Convention sur le commerce du blé figurant dans l'Accord international sur le blé de 1986 et dont les objectifs sont les suivants: favoriser la coopération internationale concernant tous les aspects du commerce du blé et des autres céréales; favoriser le développement du commerce international des céréales et assurer que ce commerce s'effectue le plus librement possible dans l'intérêt des membres, en particulier les membres en développement; contribuer à la stabilité des marchés internationaux des céréales et renforcer la sécurité alimentaire mondiale; offrir un dispositif pour l'échange d'informations et l'examen des préoccupations des membres concernant le commerce des céréales et fournir un cadre pour la négociation éventuelle d'un futur accord comportant des dispositions économiques. Le Comité de l'aide alimentaire du Conseil administre la Convention de 1986 relative à l'aide alimentaire qui est l'autre instrument juridique composant l'Accord international sur le blé.

g) Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)

Institution spécialisée de l'ONU créée en 1945, le BIRD a pour objectifs de promouvoir le développement économique des pays membres en consentant des prêts aux gouvernements à des taux d'intérêt équitables pour des projets prioritaires à des fins productives, quand le pays concerné ne peut obtenir des capitaux venant d'autres sources à des conditions raisonnables, de fournir aux pays membres une assistance technique pour favoriser leur développement économique, et de s'efforcer d'augmenter l'efficacité de l'effort international de développement en encourageant la coopération dans le domaine de l'aide financière et de l'assistance technique.

h) Fonds monétaire international (FMI)

Créé en 1944, le FMI encourage la coopération monétaire internationale et l'expansion harmonieuse du commerce mondial a) en promouvant la stabilité des changes et en maintenant des dispositions de change ordonnées; b) en facilitant la consultation et la collaboration au niveau international sur les questions monétaires internationales; c) en oeuvrant pour l'élimination des restrictions de change; d) en mettant des ressources financières temporairement à la disposition des membres afin de leur permettre de corriger les déséquilibres de leur balance des paiements et e) en s'employant à réduire à la fois la durée et l'ampleur des déséquilibres affectant les balances des paiements.

i) Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)

Institution spécialisée de l'ONU créée en 1967, l'OMPI est chargée de promouvoir la protection de la propriété intellectuelle à travers le monde. Elle assure l'administration de divers traités internationaux, dont les plus importants sont la Convention de Paris de 1883 pour la protection de la propriété industrielle et la Convention de Berne de 1886 pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques. L'OMPI exécute aussi un programme d'activités dans le domaine de la propriété

intellectuelle, afin de promouvoir l'activité intellectuelle créatrice, la protection de la propriété intellectuelle, la coopération internationale et le transfert de technologie, surtout vers et entre les pays en développement.

j) Organisation internationale de normalisation (ISO)

Créée en 1947, l'ISO a pour objectif de favoriser le développement de la normalisation et des activités connexes dans le monde, en vue de faciliter entre les nations les échanges de marchandises et les prestations de services et de réaliser une entente mutuelle dans les domaines intellectuel, scientifique, technique et économique. Le réseau d'information de l'ISO (ISONET) coordonne et systématise les échanges d'information sur les normes et les documents de type normatif à la fois au niveau international et au niveau national, en reliant les centres d'information de la plupart des membres de l'ISO au Centre d'information ISO/CEI au Secrétariat central de façon à constituer un système d'information cohérent. L'ISO est une organisation non gouvernementale dont les membres sont les organismes nationaux de normalisation.

k) Commission électrotechnique internationale (CEI)

Créée en 1904, la CEI a pour objectif de favoriser la coopération internationale sur toutes les questions concernant les normes pour l'électricité et l'électronique, y compris la fiabilité, la sécurité, l'interchangeabilité et la compatibilité mutuelle du matériel, ainsi que l'élimination de toute diversité non nécessaire des composants. Elle publie des normes qui sont l'expression d'un consensus d'opinion au niveau international, afin d'aider les Comités nationaux à harmoniser les normes nationales avec celles de la CEI dans la mesure où les conditions nationales le permettent. La CEI coopère étroitement avec l'ISO, qui établit des normes dans des domaines autres que l'électricité. C'est une organisation non gouvernementale composée de représentants d'organisations techniques et scientifiques qui s'occupent de questions touchant à la normalisation dans le domaine de l'électricité au niveau national.

l) Conseil de coopération douanière (CCD)

Créé en 1950, le CCD a pour objectif: 1) d'encourager l'harmonisation et la simplification des procédures douanières et de promouvoir la coopération entre les administrations douanières en facilitant l'application la plus large du Système harmonisé pour les tarifs douaniers, en contribuant à l'adoption et à la mise en oeuvre la plus large du Code de l'évaluation en douane du GATT en fournissant une assistance technique et des avis aux membres tout en assurant l'application uniforme de la Définition de la valeur de Bruxelles par les pays qui l'appliquent encore, en élaborant des documents douaniers uniformisés pour les procédures douanières multiples et des systèmes de données uniformisées permettant l'échange automatique de données et en encourageant l'utilisation, en étudiant des formalités douanières modernes, en élaborant des procédures douanières uniformisées et simplifiées et en intensifiant la promotion de la Convention de Kyoto et autres documents qui préconisent de telles formalités et procédures, et enfin en identifiant activement de nouvelles techniques et en diffusant parmi les membres des renseignements les concernant, avec les mesures qui permettraient de les mettre en oeuvre dans la pratique; 2) de mettre en place des capacités améliorées de contrôle et de lutte contre la fraude en oeuvrant en collaboration avec les membres et les organisations intéressées pour la mise au point de techniques et de systèmes qui présentent de l'intérêt pour les douanes, en étudiant de nouvelles méthodes de contrôle pour les douanes afin d'assurer l'adéquation de la lutte contre la fraude tout en simplifiant et en accélérant les formalités douanières, en encourageant une plus grande coopération dans la lutte contre la fraude, en élaborant des programmes et des stratégies pour mettre pleinement en oeuvre la Déclaration du Bruxelles, en particulier pour lutter plus efficacement contre le trafic illicite de drogues; 3) d'améliorer les ressources humaines, l'organisation et la gestion des administrations douanières en encourageant les programmes régionaux et les initiatives régionales concernant la formation des fonctionnaires des douanes ainsi que les programmes d'échange de fonctionnaires, en offrant un cadre



pour des discussions au niveau des directeurs sur des questions douanières d'actualité, et enfin en élaborant des programmes et des stratégies pour mettre au point des programmes de formation types et fournir l'aide d'experts, en particulier en relation avec le Système harmonisé et le Code de l'évaluation en douane.

m) Union internationale des télécommunications (UIT)

Institution spécialisée de l'ONU créée en 1865, l'UIT vise les objectifs suivants: maintenir et étendre la coopération internationale entre tous les membres de l'Union pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications ainsi que promouvoir et offrir une assistance technique aux pays en développement dans le domaine des télécommunications; promouvoir le développement des moyens techniques et leur exploitation efficace, afin d'améliorer l'efficacité des services de télécommunications, augmenter leur utilité et leur assurer la plus grande disponibilité; promouvoir l'utilisation des services de télécommunications afin de faciliter des relations pacifiques; harmoniser les efforts des membres pour la réalisation de ces buts.

n) Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Organe de l'ONU rattaché à l'Assemblée générale et à l'ECOSOC, le PNUD a été créé en 1965. Il administre et coordonne la majeure partie de l'assistance technique fournie à travers le système des Nations Unies. Le PNUD a pour objectif d'aider les pays en développement à accélérer leur développement économique et social en leur fournissant une aide adaptée à leurs objectifs de développement, une attention particulière étant accordée aux besoins des pays les moins avancés. La plupart des projets financés par le programme sont exécutés par des institutions et des organisations du système des Nations Unies.

III. Autres organisations intergouvernementales dont les travaux pourraient présenter un intérêt pour l'OMC, leurs principales fonctions et activités

a) Organes apparentés et institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies

Les travaux des organes apparentés et institutions spécialisées de l'organisation des Nations Unies ci-après peuvent avoir une incidence sur les activités de l'OMC, aussi bien sur un plan général que dans des domaines particuliers. Outre certains organes et institutions spécialisées mentionnés dans les sections I et II ci-dessus, la CNUCED et l'UNESCO ont été associées en qualité d'observateurs aux travaux du Cycle d'Uruguay, et ont apporté des contributions spécifiques à divers groupes de négociation.

i) Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

La CNUCED, organe de l'Assemblée générale, a été établie par la Résolution 1995 (XIX) de 1964, avec le mandat suivant: aider à restructurer les schémas traditionnels du commerce international afin de permettre aux pays en développement de participer au commerce mondial; favoriser l'expansion du commerce international, en particulier entre pays ayant atteint des niveaux de développement différents; formuler et appliquer des principes et des politiques concernant le commerce international et les problèmes connexes du développement économique; passer en revue et faciliter la coordination des activités d'autres institutions appartenant au Système des Nations Unies dans les domaines du commerce et des problèmes connexes du développement économique; prendre des mesures en vue de la négociation et de l'adoption d'instruments multilatéraux dans le domaine du commerce; servir de centre pour l'harmonisation des politiques des gouvernements et des groupements économiques régionaux en matière de commerce et de développement.

Dans le cadre des mesures pour opérer des réformes institutionnelles adoptées à la huitième session de la CNUCED à Carthagène en 1992, il a été convenu que, conformément à ce mandat, les fonctions de la CNUCED seraient désormais l'analyse des politiques, une activité intergouvernementale de discussion, d'élaboration de consensus et de négociation; la surveillance, l'exécution et le suivi; et la coopération technique. En entérinant l'engagement de Carthagène, l'Assemblée générale a, en décembre 1992, réaffirmé le rôle de la CNUCED en tant qu'organe principal de l'Assemblée générale dans le domaine du commerce et du développement et en tant qu'élément central qui, dans le système des Nations Unies proprement dit, se prête le mieux au traitement intégré des questions de développement et des questions interdépendantes dans des domaines essentiels tels que le commerce, les produits de base, le financement, l'investissement, les services et la technologie.

Les séries de négociations qui se sont déroulées au fil des ans sous les auspices de la CNUCED ont abouti à un certain nombre d'accords ou d'arrangements multilatéraux dans les domaines relevant de la compétence de l'Organisation, tels que le Système généralisé de préférences, l'Ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives et la Convention de l'Organisation des Nations Unies relative à un Code de conduite des conférences maritimes. Des conférences internationales sur les produits de base, tenues sous les auspices de la CNUCED, ont abouti à la négociation d'accords internationaux sur divers produits de base tels que le cacao, l'huile d'olive et les olives de table, le caoutchouc naturel, le sucre et les bois tropicaux. A l'issue de négociations, des groupes d'étude ont été créés concernant certains minerais et métaux, à savoir le fer et l'acier, la bauxite, le tungstène, le cuivre et le nickel. Ces groupes d'étude servent de base pour l'échange d'informations sur la production et le commerce des produits de base en question.

Ces dernières années, la CNUCED s'est intéressée à la question du développement durable. En octobre 1990, le Conseil du commerce et du développement a décidé que l'objectif du développement durable, particulièrement la lutte contre la pauvreté, devrait être incorporé dans tous les domaines d'activités de la CNUCED au niveau intergouvernemental et, en octobre 1991, il a demandé au Secrétaire général de la CNUCED d'étudier l'incidence sur le commerce des mesures environnementales nationales et internationales. En mars 1993, le Conseil a décidé qu'il examinerait dorénavant une question relevant du thème "Commerce et environnement" durant la première partie de chacune de ses sessions annuelles, et qu'à ses sessions de printemps il examinerait un ou plusieurs autres thèmes sur le développement durable. La CNUCED a récemment créé un groupe de travail sur le commerce, l'environnement et le développement durable et elle mène actuellement à bien un programme de travail conjoint avec le PNUE sur le commerce et l'environnement.

ii) Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Le PNUE, organe des Nations Unies lié à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social, a été établi en 1972. Ses principales fonctions sont les suivantes: promouvoir la coopération internationale dans le domaine de l'environnement et recommander des politiques à cette fin; fournir des directives pour diriger et coordonner les programmes environnementaux dans le cadre du Système des Nations Unies; surveiller la situation mondiale en matière d'environnement; étudier de façon continue l'incidence des politiques et des mesures nationales et internationales en matière d'environnement sur les pays en développement, notamment le problème des coûts additionnels que peuvent avoir à supporter ces pays pour mettre en oeuvre les programmes environnementaux, et s'assurer que de tels programmes sont compatibles avec leurs plans de développement et leurs priorités.

iii) Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Les objectifs de l'UNESCO, institution spécialisée des Nations Unies établie en 1945, sont de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant par l'éducation, la science et la culture,

la collaboration entre nations afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales que, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, la Charte des Nations Unies reconnaît à tous les peuples du monde; donner une impulsion nouvelle à l'éducation populaire et à la diffusion de la culture; maintenir, accroître et répandre le savoir; encourager la coopération entre les nations dans toutes les branches de l'activité intellectuelle; faciliter par des méthodes de coopération internationale appropriées l'accès de tous les peuples à ce que chacun d'eux publie. Les programmes d'activités de l'UNESCO actuellement en cours portent notamment sur les principes, les méthodes et les stratégies pour le développement et sur l'environnement humain et les ressources terrestres et marines. Les activités de l'UNESCO dans le domaine du droit d'auteur visent principalement à encourager la créativité intellectuelle en protégeant les intérêts des auteurs; à encourager l'application d'instruments internationaux sur le droit d'auteur et les droits voisins; à contribuer à sauvegarder l'héritage appartenant au domaine public et le folklore; à encourager ou à renforcer les infrastructures nationales dans le domaine du droit d'auteur; et à développer les activités de formation, en particulier dans les pays en développement. L'UNESCO administre la Convention universelle sur le droit d'auteur et, conjointement avec l'OIT et l'OMPI, la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion ("Convention de Rome").

iv) Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

Les objectifs de l'ONUDI, institution spécialisée des Nations Unies établie en 1985, consistent à encourager et à développer l'assistance aux pays en développement pour le développement, l'expansion et la modernisation de leurs industries; à aider ces pays à établir et à exploiter des branches de production afin d'utiliser pleinement les ressources disponibles localement et contribuer à leur autosuffisance; à servir de cadre aux pays en développement et industrialisés pour leurs contacts, leurs consultations et leurs négociations; à coordonner toutes les activités du Système des Nations Unies concernant le développement industriel. Depuis 1975, une attention particulière a été accordée aux efforts visant à augmenter la part des pays en développement dans la production manufacturière mondiale. Parmi les programmes spéciaux de l'ONUDI figurent les Services de promotion des investissements qui donnent aux pays en développement un accès direct aux ressources technologiques, gestionnaires et financières des pays industrialisés.

v) Organisation mondiale de la santé (OMS)

Le principal objectif de l'OMS, institution spécialisée des Nations Unies établie en 1946 est: "amener tous les peuples du monde au niveau de santé le plus élevé possible". L'OMS s'intéresse à la protection des inventions pharmaceutiques et à l'utilisation et la contrefaçon de marques de produits pharmaceutiques.

vi) Organisation internationale du travail (OIT)

L'OIT, institution spécialisée des Nations Unies, cherche à améliorer les conditions de travail et à élever les niveaux de vie grâce à l'adoption de conventions et de recommandations internationales du travail fixant des normes minimales dans des domaines tels que les salaires, les heures de travail, les conditions d'emploi et la sécurité sociale. L'Organisation se livre également à des activités de recherche et de coopération technique. Ses activités sont axées sur les principaux thèmes suivants: élaboration de normes et droits de l'homme; promotion de l'emploi; formation; relations professionnelles et gestion de la main-d'oeuvre; conditions de travail et environnement; activités sectorielles; sécurité sociale; services aux employeurs et aux associations de travailleurs. L'OIT administre conjointement la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion ("Convention de Rome").

vii) Organisation maritime internationale (OMI)

Le principal objectif de l'OMI, institution spécialisée des Nations Unies établie en 1948, est de faciliter la coopération entre les gouvernements sur des questions techniques liées à la navigation maritime internationale, afin d'établir les meilleures normes possibles en matière de sécurité maritime et d'efficacité de la navigation. L'OMI a une responsabilité spéciale en ce qui concerne la sauvegarde de la vie humaine en mer, et la protection du milieu marin grâce à la prévention de la pollution des eaux de la mer par les navires et autres embarcations. L'OMI s'occupe également des questions juridiques liées à la navigation maritime internationale, à la facilitation des services internationaux de navigation maritime et elle est chargée de fournir une assistance technique aux pays en développement dans le domaine maritime. L'OMI est aussi chargée de convoquer des conférences internationales sur la navigation maritime et de rédiger des conventions ou des accords internationaux sur cette question. L'OMI est dépositaire de diverses conventions et instruments maritimes.

viii) Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)

L'OACI, institution spécialisée des Nations Unies, a été établie en 1947 après l'entrée en vigueur de la Convention relative à l'aviation civile internationale (connue également sous le nom de Convention de Chicago). La Convention est l'instrument juridique de base pour la fourniture des services dans le domaine de l'aviation civile internationale. Les objectifs spécifiques de l'OACI consistent à développer les principes et les techniques de la navigation aérienne internationale et à favoriser la planification et le développement des transports aériens internationaux, de façon à a) assurer le développement ordonné et sûr de l'aviation civile internationale dans le monde entier; b) encourager à des fins pacifiques les techniques de construction et d'exploitation des aéronefs; c) encourager le développement de routes aériennes, d'aéroports et de facilités de navigation aérienne à l'usage de l'aviation civile internationale; d) procurer aux peuples du monde les transports aériens sûrs, réguliers, efficaces et économiques dont ils ont besoin; e) éviter le gaspillage économique qu'engendre une concurrence excessive; f) assurer que les droits des Etats contractants soient intégralement respectés et que chaque Etat contractant ait une possibilité équitable d'exploiter des lignes de transport aérien international; g) promouvoir la sécurité de la navigation aérienne internationale; h) promouvoir de façon générale le développement de l'aéronautique civile internationale, sous tous ses aspects.

b) Centre du commerce international (CNUCED/GATT)

Le Centre du commerce international (CCI) a été créé en 1964 par le GATT pour fournir aux pays en développement des informations commerciales, des conseils et des publications en matière de promotion commerciale. En 1968, à la suite d'une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU, la CNUCED a rejoint le GATT pour coparrainer le CCI sur une base permanente et sur un pied d'égalité. L'Assemblée générale a officiellement confirmé le statut juridique du CCI en tant qu'"organe subsidiaire mixte du GATT et des Nations Unies, ces dernières étant représentées par la CNUCED". En 1973, le CCI a été désigné comme point focal dans le système des Nations Unies pour la coopération technique avec les pays en développement dans le domaine de la promotion du commerce. En 1984, il est devenu agent d'exécution du PNUD. En raison de son statut juridique, le CCI n'a pas lui-même de membres, les parties contractantes du GATT et les Etats membres de la CNUCED, étant ses membres de fait.

Le CCI travaille avec les pays en développement à mettre sur pied des programmes nationaux efficaces de promotion du commerce pour développer les exportations et améliorer les opérations d'importation. Le CCI fournit également des services de développement des marchés visant à trouver de nouveaux débouchés à l'exportation, à adapter les produits pour la vente à l'étranger et à promouvoir ces produits sur le marché international. Le CCI travaille aussi avec des organismes de gestion des importations afin d'améliorer les opérations et techniques d'importation et organise à l'intention de fonctionnaires, dirigeants de sociétés et instructeurs une formation portant sur un large éventail de

questions liées à l'exportation et à l'importation. En outre, le CCI s'occupe des besoins spéciaux des pays les moins avancés en matière de promotion du commerce.

c) Autres organisations intergouvernementales dont les travaux pourraient présenter un intérêt pour des domaines particuliers des activités de l'OMC

i) Commerce des services

Outre les organisations qui ont été présentées dans les précédentes sections de la présente note, comme la BIRD, l'ISO, l'ONUDI, l'OACI, le FMI, l'OIT, l'OMI, la CNUCED et l'UIT, les organisations suivantes peuvent également présenter un intérêt pour les travaux de l'OMC:

- Organisation mondiale du tourisme

L'Organisation mondiale du tourisme a pour but essentiel de promouvoir et de développer le tourisme en vue de contribuer à l'expansion économique, à la compréhension internationale, à la paix, à la prospérité ainsi qu'au respect universel et à l'observation des droits et des libertés humaines fondamentales sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion. Pour s'acquitter de la mission qui lui a été confiée par l'Assemblée générale des Nations Unies, elle aide les pays en développement à promouvoir le tourisme, facteur fondamental de progrès économique, social et culturel. Elle s'efforce aussi d'éliminer progressivement les obstacles à la libre circulation des touristes et cherche à supprimer les obstacles protectionnistes au commerce des services touristiques afin de garantir une concurrence loyale au plan international.

- Organisation internationale pour les migrations (OIM)

L'OIM a pour but d'assurer la migration ordonnée et planifiée de ressortissants nationaux afin de satisfaire les besoins spécifiques des pays d'émigration et d'immigration; d'organiser et de contrôler le traitement et les mouvements des réfugiés, des personnes déplacées et d'autres personnes ayant besoin de services internationaux de migration vers des pays qui leur offrent de nouvelles perspectives; de contribuer au transfert de technologie par la voie des migrations pour promouvoir le développement économique et social et les progrès de l'éducation de pays en cours de développement; et de constituer un forum pour des échanges de vues sur les questions de migration.

ii) Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)

Outre les organisations qui ont été présentées dans les précédentes sections de la présente note, comme la FAO, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et le PNUE, les organisations suivantes peuvent également présenter un intérêt pour les travaux de l'OMC:

- Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV)

L'UPOV a pour objectif la protection des droits des obtenteurs de variétés végétales nouvelles et l'harmonisation des lois nationales sur les obtentions végétales. Le secrétariat de l'UPOV se trouve dans le même bâtiment que le siège de l'OMPI, et le Secrétaire général de l'UPOV est également Directeur général de l'OMPI.

- Office international de la vigne et du vin (OIV)

L'OIV a pour but de rassembler, d'étudier et de publier de la documentation scientifique, technique, économique et juridique sur la viticulture et ses produits (vin, raisins, jus de raisins); de

contribuer au développement de la recherche scientifique; et de dégager une politique mondiale rationnelle de la viticulture et d'adresser des recommandations aux gouvernements membres.

d) Autres organisations intergouvernementales

Certaines activités des organisations suivantes peuvent présenter un intérêt pour les travaux de l'OMC: banques régionales de développement, dont la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque asiatique de développement, la Banque africaine de développement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), ainsi que les Commissions économiques de l'ONU pour l'Afrique (CEA), pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), pour l'Asie occidentale (CESAO), pour l'Europe (CEE) et pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC).